

SUPER-PROFITS ULTRA-RICHES

MEGA INJUSTICES



SIX PROPOSITIONS
POUR FINANCER
LES URGENCES SOCIALES
ET ÉCOLOGIQUES !

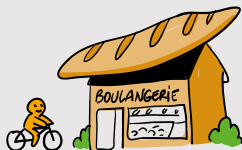
TAX
THE
RICH

49,3
POPULAIRE

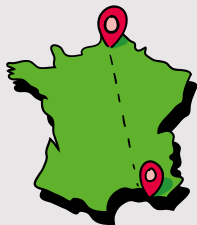


attac

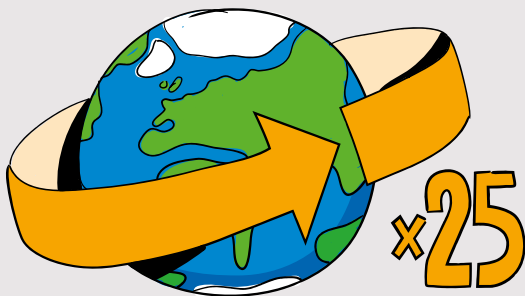
Savez-vous ce que représente le nombre 1 milliard ?



1 000 mètres,
c'est plus ou moins de chez
soi à la boulangerie

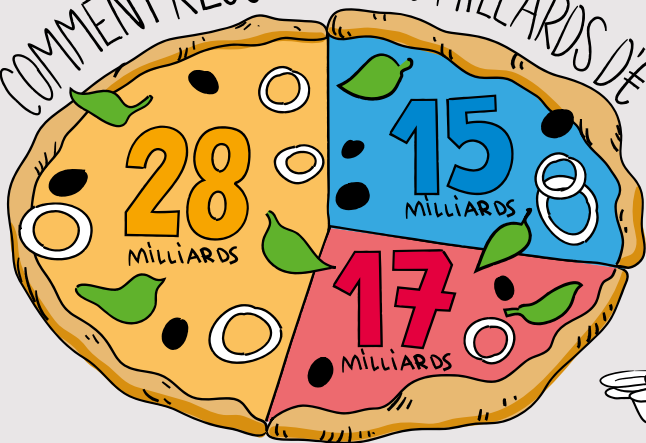


1 million de mètres
c'est environ la distance
qui sépare Lille de Marseille



1 milliard de mètres,
c'est 25 fois le tour de la Terre

COMMENT RÉCUPÉRER 60 MILLIARDS D'€



POUR LES URGENCES SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES

28M

Taxer les super-profiteurs

- Taxe sur les superprofits : 10M
- Taxation unitaire des multinationales : 18M

↓
pages 6-7

15M

Taxer les ultra-riches

- ISF rénové : 10M
- Taxe sur l'héritage améliorée : 5M

↓
pages 14-15

17M

Réduire les inégalités

- Suppression des cadeaux fiscaux : 15M
- Suppression de la flat tax (PFU) : 2M

↓
pages 20-21

Introduction

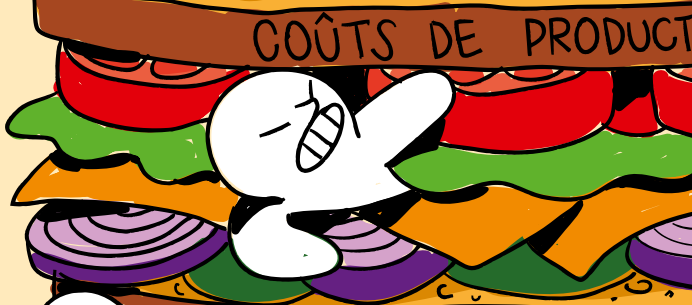
Superprofits, ultra-riches et méga-injustices : trois expressions qui peinent à résumer l'évolution folle de la situation économique et sociale de la France ces dernières années. Trois réalités qui se tiennent car les superprofits record des grands groupes gonflent les super-patrimoines des super-riches par le versement de dividendes à leurs actionnaires. Dans le même temps, le reste de la population subit de plein fouet l'inflation et les hausses de prix imposées par les grands groupes pour alimenter leurs profits.

Les inégalités explosent, exacerbées par une politique taillée sur mesure pour les riches : suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF), plafonnement de l'imposition des revenus financiers, multiplication des niches fiscales. Le poids de ces politiques injustes est écrasant pour les plus pauvres, qui subissent, outre l'inflation, les coupes dans les services publics et les allocations sociales. Cette injustice est fiscale, sociale, mais aussi écologique car la gabegie des cadeaux fiscaux se fait au détriment des investissements publics nécessaires pour le financement de la transition climatique.

Pourtant des alternatives existent. Il est urgent de les mettre en œuvre. Une véritable révolution fiscale s'impose, qui doit prendre le contre-pied des politiques néolibérales. Pour en dégager les grands axes, ce petit guide propose de faire une présentation générale de la situation actuelle, de donner des chiffres clés mais aussi de proposer six mesures d'urgence pour mettre un terme à l'injustice fiscale, sociale et écologique. Alors que la pauvreté explose et que la crise climatique provoque des ravages en France et partout sur la planète, ce sont pas moins de 60 milliards d'euros par an qui pourraient être dégagés pour financer les urgences sociales et écologiques.

la mécanique des

SUPER-~~...~~



SALAIRES RÉELS



PROFITS



← Dans la suite d'une crise (Covid, guerre en Ukraine, sécheresses...) **les multinationales** (par exemple Total) ont le pouvoir de profiter de la hausse des prix pour accroître leurs marges et leurs profits.

← **Les petites et moyennes entreprises** (par exemple une boulangerie) encaissent la hausse des coûts et augmentent leurs prix sans toutefois la compenser : elles enregistrent des pertes.

← **M. et Mme tout le monde** subissent l'augmentation du coût de la vie sans hausse de salaire suffisante pour la compenser.

Les superprofits des multinationales ont un coût économique et social majeur.
L'inflation fonctionne comme un ruissellement... vers le haut !

Les superprofits ne tombent pas du ciel. Les grands groupes ont « surfé » sur la crise de l'inflation due initialement à des tensions dans l'approvisionnement de certaines ressources, suite aux crises de ces dernières années (Covid, Ukraine, sécheresses...). Ils l'ont alimentée pour faire gonfler artificiellement leurs profits. En maintenant des marges indécentes sur fond de hausse de certains prix, les multinationales ont alimenté les hausses des prix exacerbées qui frappent en premier lieu les catégories populaires et ont dégagé ces fameux « superprofits ».

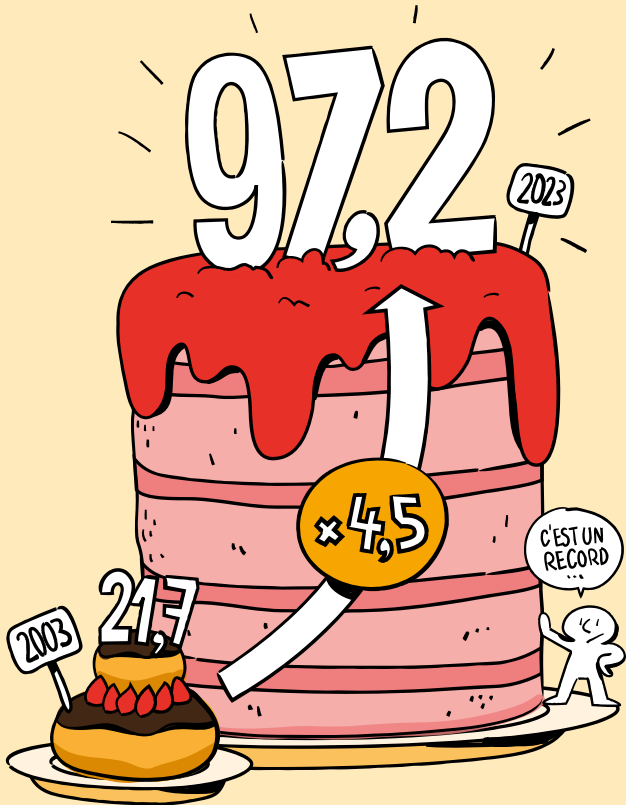
Au-delà, les superprofits reposent aussi sur une triche fiscale à grande échelle via des montages fiscaux qui leur permettent d'échapper à l'impôt et d'optimiser la possibilité de distribuer des dividendes. Face à ces constats, le gouvernement refuse pourtant de s'opposer à l'intérêt des géants du CAC40. Rien d'étonnant, hélas : l'air du temps est plutôt aux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises, et tout particulièrement ces dernières années !

- Il est urgent d'instaurer **une véritable taxe sur l'ensemble des superprofits**. Une telle taxe permettrait de remettre en cause les positions de rente des grands groupes. Elle inciterait mécaniquement les entreprises qui font des bénéfices exceptionnels à baisser leurs prix et à augmenter les salaires. Une taxe sur les superprofits de l'ensemble des secteurs aurait pu rapporter 10 à 20 milliards d'euros en 2022 et autant en 2023.

- Pour éradiquer l'évasion fiscale pratiquée par les grands groupes, il faut mettre en place **une taxation unitaire des multinationales**, de sorte à ce qu'elles soient imposées dans les pays où elles réalisent leur activité. Cela permettrait de mettre fin à la forme la plus importante d'évasion fiscale qui consiste à créer des filiales dans les paradis fiscaux. Une taxation unitaire permettrait de dégager 18 milliards d'euros de recettes supplémentaires.

en résumé

97,2 milliards d'euros de dividendes
ont été versés aux actionnaires en 2023

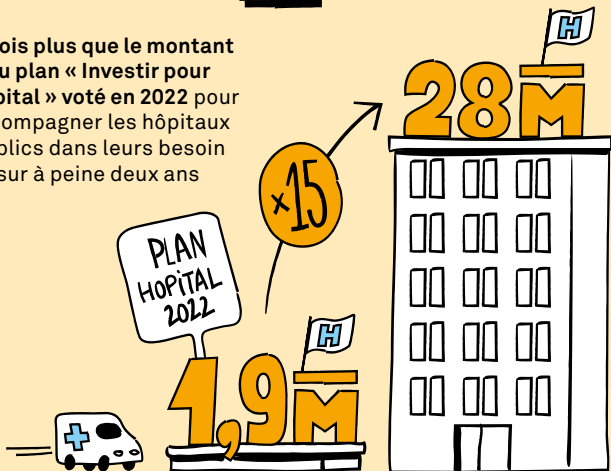


28 milliards

Une taxe sur les superprofits de l'ensemble des secteurs, pourrait rapporter 28 milliards d'euros

=

20 fois plus que le montant du plan « Investir pour l'hôpital » voté en 2022 pour accompagner les hôpitaux publics dans leurs besoin sur à peine deux ans



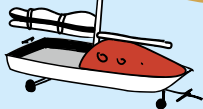
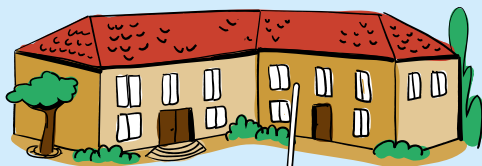
ULTRA-



LES **0,1%** DES
FRANÇAIS LES PLUS RICHES

RICHES

et les autres





LES **5 À 10%**
DES FRANÇAIS LES PLUS RICHES



LES **50%** DES
FRANÇAIS LES PLUS PAUVRES



-  Revenus d'activité et prestations
-  Revenus du capital

En 2022, la France entrait pour la première fois dans le top 3 du classement mondial des pays comptant le plus de millionnaires : Cocorico ! Cette « performance » est pour une grande partie le résultat de la politique menée par Emmanuel Macron, qui s'est fait le président des plus riches et des multinationales. En supprimant l'impôt sur la fortune (ISF), en plafonnant l'imposition des revenus financiers (PFU), en multipliant les niches fiscales, les gouvernements successifs n'ont cessé, depuis 2017, de soigner les intérêts des plus riches.

Ces réformes étaient censées favoriser l'investissement et l'emploi. Or de nombreux travaux ont démontré l'inefficacité et l'injustice de ce type de politiques : le ruissellement s'écoule encore plus vite qu'auparavant... vers le haut ! Aujourd'hui, nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour exiger une véritable justice fiscale : les plus riches doivent contribuer au bien commun à la hauteur de leurs moyens !

- Nous proposons de mettre en place **un ISF rénové** sur l'ensemble des actifs d'un·e contribuable : immobiliers, mobiliers et financiers. L'ex-ISF aurait pu dégager 4,5 milliards d'euros de plus que l'actuel impôt sur la fortune immobilière (IFI), lequel ne rapporte que 1,8 milliard d'euros. Avec une assiette élargie, un impôt sur la fortune rénové pourrait rapporter jusqu'à 10 milliards d'euros en 2024 !

- L'accumulation des richesses provient également de l'héritage, dont l'importance est toujours plus grande dans le patrimoine des plus riches selon le Conseil d'analyse économique (CAE). Il faut donc **repenser les droits de donation et de succession**, de telle sorte que les plus gros patrimoines soient davantage imposés et que l'accumulation des richesses soit stoppée. Une refonte des droits de donation et de succession pourrait dégager 5 à 10 milliards d'euros de plus que le système actuel (les droits de donation et de succession ont rapporté 18,5 milliards d'euros en 2022).

en résumé

Impôt
sur la fortune
immobilière

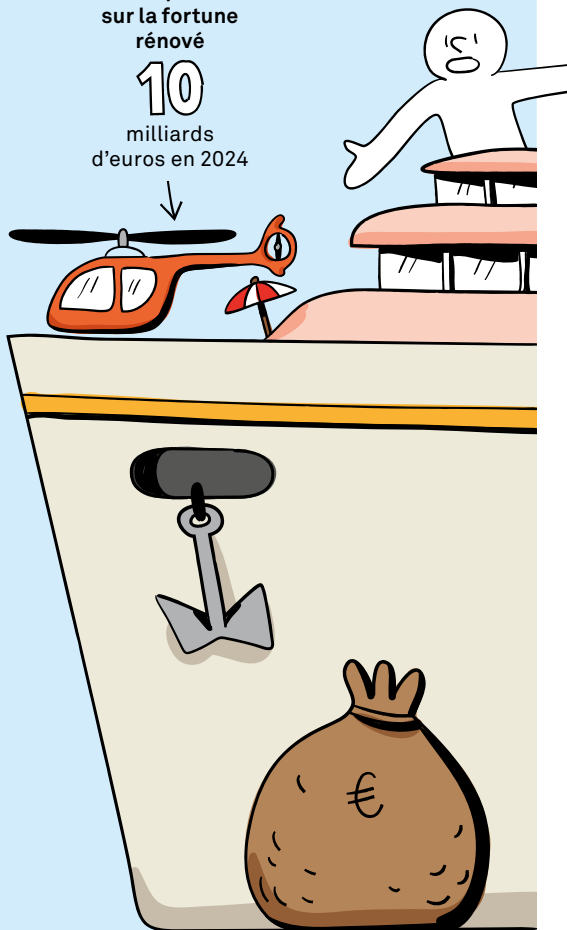
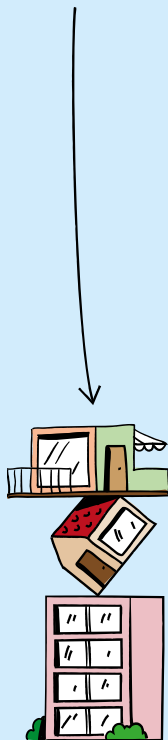
1,8

milliards
d'euros en 2022

Impôt
sur la fortune
rénové

10

milliards
d'euros en 2024



C'est le montant que rapporterait l'ISF
rénové sur la seule année 2024

10M

Soit 2 fois le montant
investi chaque année dans
la construction et la réhabilitation
des logements sociaux

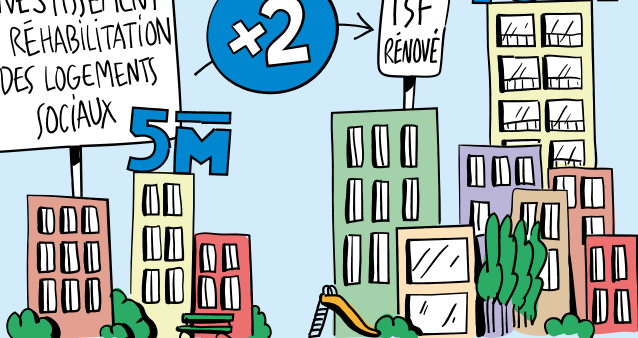
INVESTISSEMENT
ET RÉHABILITATION
DES LOGEMENTS
SOCIAUX

5M

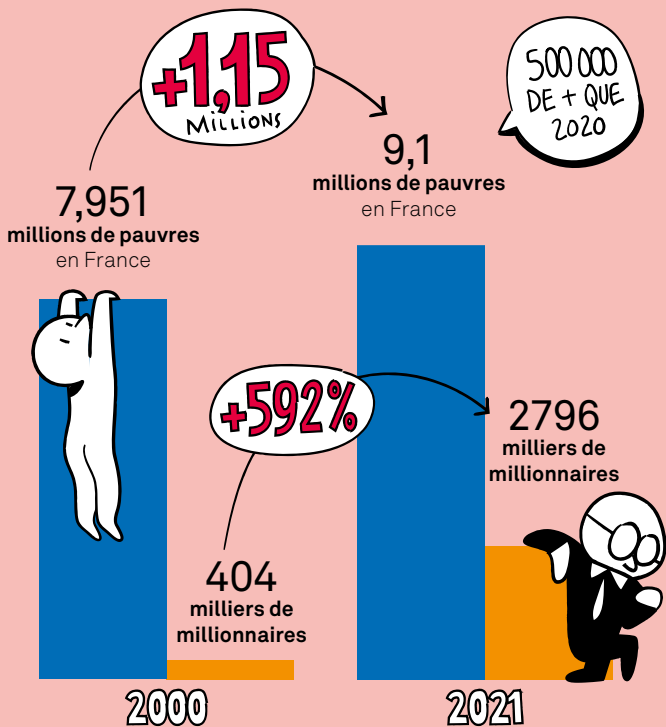
+2

ISF
RÉNOVÉ

10M

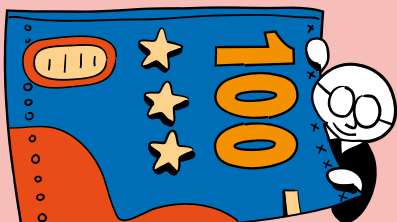


MEGA-INT



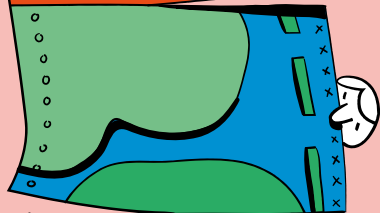
JUSTICES

Sur les 10 dernières années, en moyenne,
pour 100 € de richesses créées en France :



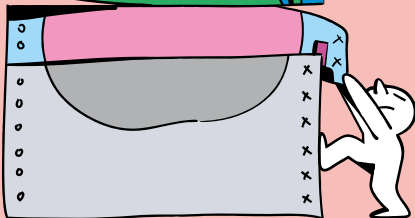
35€

ont été captés par les
1 % des Français-e-s
les plus riches



32€

par les 9 % suivants



8€

seulement pour
les 50 % les plus
précaires

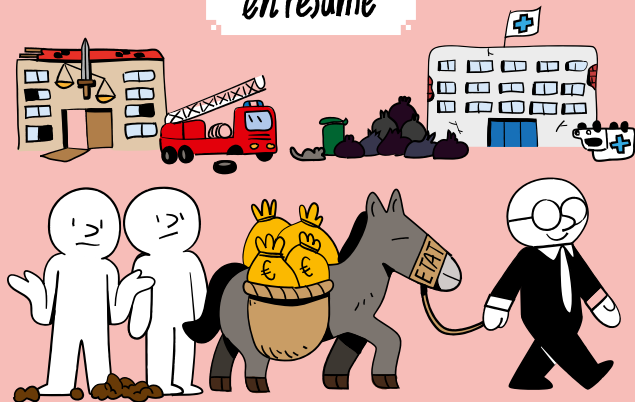
On l'a vu, les politiques fiscales menées en France depuis de longues années, et singulièrement depuis 2017, ont largement favorisé l'explosion des superprofits et l'accumulation des ultra-riches. Par ailleurs, elles pèsent lourd sur les budgets publics et justifient des politiques de rigueur budgétaire qui frappent directement les catégories populaires. Elles bloquent également les investissements dans la bifurcation sociale et écologique.

Pourtant des alternatives existent pour financer l'action publique, réduire les inégalités et permettre les investissements d'avenir. La mise en place d'une taxe sur les superprofits, d'une taxation unitaire des multinationales, d'un ISF rénové, d'un renforcement des droits de succession vont dans ce sens. A ces mesures doit s'ajouter une refonte en profondeur du système fiscal pour le rendre plus progressif, donc plus juste.

- Il faut passer en revue **les niches fiscales et sociales** pour supprimer les dispositifs dont le rapport « coût / efficacité / effets pervers » est défavorable et éventuellement maintenir ou réformer les dispositifs justes et efficaces. Sur les près de 200 milliards d'euros de niches fiscales et sociales, il est possible de dégager 15 à 20 milliards d'euros à court terme, davantage à moyen et long terme.

- Nous proposons de supprimer **le prélèvement forfaitaire unique (PFU)**, afin de rétablir la progressivité de l'imposition des revenus financiers, ce qui dégagerait au moins 2 milliards d'euros de recettes supplémentaires. En matière d'impôt sur le revenu, il faut prévoir la création de nouvelles tranches d'imposition et un relèvement du taux le plus élevé à 50%.

en résumé



Les ultra-riches empochent le gros lot grâce aux cadeaux fiscaux au détriment des budgets publics.



La suppression des cadeaux fiscaux dégagerait 17 milliards au service de la collectivité.

Suppression des niches fiscales

Suppression de la flat tax (PFU)

15 + 2

MILLARDS

MILLARDS

=

SUPPOSE!

"17M, C'EST LE DÉFICIT DES CAISSES DE RETRAITES."



Pourquoi taxer les riches est également nécessaire à la lutte contre le dérèglement climatique ?

Les contre-réformes fiscales de ces dernières années visant à réduire les impôts des plus riches et des multinationales n'ont pas seulement une dimension inégalitaire : elles sont clairement anti-écologiques. Tout d'abord, les pertes de recettes publiques bloquent le financement de la nécessaire bifurcation écologique de nos économies.

L'institut Rousseau estimait en 2022 que, pour limiter le réchauffement à 2 degrés d'ici 2050, l'effort budgétaire annuel de l'État français devrait être rehaussé de 36 milliards d'euros. Un montant qu'il serait largement possible de récupérer en imposant mieux les ultra-riches et les superprofits, comme nous l'avons montré. Mais pour financer ses cadeaux fiscaux, le gouvernement s'engage dans une voie contraire à celle de la bifurcation : sa politique de rigueur budgétaire sacrifie en premier lieu les investissements écologiques et sociaux.

S'il faut réduire les inégalités et faire payer aux plus riches leur juste part d'impôt, c'est aussi pour empêcher ces derniers de détruire la planète avec leurs consommations de luxe, tels que l'usage de jets privés et de méga-yachts. En effet, les 1% les plus riches de la planète émettent plus de CO₂ que la moitié la plus pauvre de la planète. Les contre-réformes fiscales ont donné encore plus de moyen aux plus fortuné·e·s pour voyager d'avantage et émettre donc toujours plus de CO₂.

Alors que ce sont les riches qui doivent le plus réduire leurs émissions pour permettre un futur viable, les mesures fiscales doivent être complémentaires d'outils coercitifs tels que l'interdiction de l'utilisation des jets privés. La lutte contre l'évasion fiscale, pratiquée par les plus riches, doit évidemment être intégrée. Coûteuses, injustes et inefficaces, les contre-réformes fiscales doivent d'autant plus urgemment être remises en cause qu'il faut relever le défi d'une bifurcation sociale et écologique.

Conclusion

Les superprofits des multinationales explosent, les fortunes s'accumulent dans les coffres des ultra-riches, les inégalités montent en flèche : voici le tableau édifiant de la société française sous l'ère Macron, que nous dressons dans ce petit guide. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement annonce s'engager sur la voie d'une politique de rigueur budgétaire drastique. Le gouvernement maintient ses choix : les superdividendes pour une minorité, l'austérité pour le plus grand nombre. Les services publics, la protection sociale et l'environnement seront une nouvelle fois sacrifiés pour garantir leurs privilèges.

Face à ces constats accablants, l'heure n'est pas au découragement, mais à la mobilisation : inversons la vapeur et mettons un terme au ruissellement vers le haut, qui fait payer les pauvres et profiter les riches ! Aux politiques injustes et injustifiée d'austérité budgétaire, opposons l'impératif de justice fiscale. Des solutions sont à portée de main pour financer les urgences sociales et écologiques, et garantir à toutes et tous des conditions de vie dignes. C'est à un véritable choix de société que nous appelons.

La plupart des mesures développées dans ce petit guide pourraient être intégrées dans le prochain projet de loi de finances (PLF) pour une mise en application en 2025, la taxation unitaire pouvant être mise en œuvre à l'échelle de l'Union européenne. Ces propositions permettraient de lever a minima 60 milliards de recettes supplémentaires par an pour financer les nombreuses urgences sociales et écologiques, qu'il s'agisse du logement social, de la protection sociale, de la rénovation énergétique des bâtiments, d'alternatives alimentaires face à l'inflation, de lits d'hôpitaux...

Ce petit guide vise à porter des propositions d'urgence dans le débat public, n'hésitez pas à la diffuser largement auprès de vos familles, de vos ami-es, de vos collègues ! Gagner la bataille des idées n'est qu'un premier pas nécessaire. Pour que ces propositions soient réellement mises en œuvre, il faut organiser une pression citoyenne au long cours et c'est précisément l'objectif d'Attac à travers cette campagne, pour la justice fiscale, écologique et sociale, par différentes formes de mobilisations et d'outils à portées de toutes et de tous : actions de désobéissance civile, pétitions, interpellations... Rejoignez-nous !

Glossaire

ACTION Une action correspond à une fraction (ou part) du capital d'une société. Posséder une action permet donc d'être propriétaire d'une partie de cette société, d'influer sur la politique générale de l'entreprise lors des assemblées générales d'actionnaires, de recevoir des dividendes distribués sur les super-profits et de devenir potentiellement ultra-riche.

DIVIDENDE Le dividende représente le revenu versé par l'entreprise à ses actionnaires (qui possèdent donc des actions) une ou plusieurs fois par an. Son montant versé peut varier en fonction du nombre de triches fiscales réalisées par l'entreprise et du nombre de cadeaux fiscaux offerts par l'État à cette même entreprise. Et parfois les deux en même temps.

FLAT-TAX Aussi appelé Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU), elle a été introduite par la Loi de finances 2018. C'était une promesse d'Emmanuel Macron. C'est une mesure fiscale dont il faut retenir qu'elle avantage les contribuables les plus aisé-e-s. Grâce à elle les quelques centimes d'intérêts générés par votre PEL sont taxés au même taux que les milliards obtenus sous formes de dividendes.

HOLDING Une holding est une société qui a pour vocation de regrouper des actionnaires qui souhaitent acquérir une influence significative dans des sociétés détenues par celle-ci. Pour faire simple, c'est un outil qui permet aux actionnaires d'éviter les doubles-imposition et de bénéficier d'avantages fiscaux par des effets de levier, pour faire encore plus de super-profits.

INFLATION L'inflation correspond à la hausse globale des prix. C'est aussi la douleur que vous ressentez en faisant vos courses après être passé à la caisse cette année. Le saviez-vous ? Si vous êtes actionnaire, vous pouvez augmenter vos revenus dix fois plus vite que l'inflation, grâce aux dividendes versés à partir des super-profits.

PARADIS FISCAL Un paradis fiscal est un pays ou un territoire, qui a délibérément adopté des lois et des politiques fiscales permettant à des ultra-riches ou à des entreprises de réduire au maximum leurs impôts dans les pays où ils sont réellement actifs.

NICHE FISCALE Situation procurant un avantage fiscal (évidemment, le plus souvent profitant aux ultra-riches). Il y a plein d'exemples dans ce petit guide. Saurez-vous les retrouver ?

OCDE L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) est une organisation internationale d'études économiques qui fournit des données, des analyses et des conseils en matière de politiques publiques, d'économie et de développement aux dirigeants de ses Etats membres. Spoil : c'est une organisation libérale.

SUPER-PROFIT Un « profit considérable, au-dessus des profits habituels » selon le Larousse. Les super-profits ne sont pas dus à une stratégie d'innovation ni à un investissement mais s'apparentent davantage à un effet d'aubaine provoqué par des crises (guerre, inflation...). Les anglo-saxons évoquent le terme très parlant de « profits tombés du ciel » (« windfall profits »). Pourtant, les super-profits ne tombent pas réellement du ciel. Ils sont facilités et entretenus par les actionnaires et les politiques publiques. Ce petit guide le démontre.

Fondée en 1998, Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est une association qui s'engage pour la justice sociale, fiscale et écologique et mène des actions contre le pouvoir de la finance et des multinationales.

S'engager avec Attac, c'est rejoindre ses 10 000 membres, sa centaine de comités locaux et avoir la possibilité de contribuer aux milliers d'actions citoyennes menées chaque année partout en France : attac.org/l/agir

L'espace campagne d'Attac est à l'initiative de ce petit guide « Superprofits, ultra-riches, méga-injustices » réalisé à partir des données et ressources de la note de campagne, publiée en février 2024 et disponible en téléchargement dans son intégralité sur france.attac.org

Rédaction : Vincent Drezet avec le concours de
Bruno Antzenberger, Thomas-Tariq Carrié,
Cécile Dony et Frédéric Lemaire.

Illustrations : Romain Cavart.

Maquette et couverture : Jean-François Guillon
avec l'aide de Louis Fayolle.



Mars 2024

POUR FINANCER
LES URGENCES CLIMATIQUES ET
SOCIALES, LES SOLUTIONS EXISTENT,
C'EST LA VOLONTÉ POLITIQUE
QUI N'EXISTE PAS !

%
attac

